

Objektyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[91] (2003)**

Heft 1475

PDF erstellt am: **11.09.2024**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

### **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



FABRICE GALANTE

Andrée-Marie Dussault

## Sommaire

4 Actualité  
Les femmes du monde face à l'OMC

5 Brèves

6 Débat  
Employer une « femme de ménage » ?

7 Acteur social  
Eric Decarro,  
syndicaliste

8 Pages de l'Inédite

12 Dossier  
Elections fédérales:  
un peu d'air frais

19 Lettres à l'émilie

20 Société  
Massimo Lorenzi  
revient du Québec et raconte  
le poids de l'omertà  
et les intérêts qu'il sert

Prochain délai de rédaction :

15 septembre

# Paradoxe politique

Hormis les politiques, les banques, l'industrie et les riches, sincèrement, qui est convaincu-e que ses intérêts sont servis par la politique institutionnelle, d'autant que plus de la moitié du Parlement est à la botte de l'économie? Les femmes, apparemment, y croient, ou plutôt une poignée de femmes y ont cru, puisqu'elles ont fait des droits politiques leur principale revendication pendant plus d'un siècle. Ainsi, lorsqu'elles ont enfin obtenu le droit de vote, on aurait pu penser qu'elles en useraient pour améliorer les conditions d'une majorité d'entre elles. Ben non. A la lumière des résultats de votations populaires, on observe que, de façon moins massive que les hommes certes, les Suissesses sont nombreuses à suivre la droite, alors que chacun-e sait que les partis conservateurs n'ont jamais fait de l'égalité entre les sexes une priorité politique.

Alors pourquoi les femmes - 53% de l'électorat - ne votent-elles pas plus à gauche, histoire de changer le rapport de force? Parce qu'elles «votent comme leur mari», les intérêts - et la conscience - de classe l'emportant sur ceux de genre? Vraisemblablement. Et d'ailleurs, les motifs expliquant ce comportement ont probablement la même racine que ceux qui empêchaient les femmes de se mobiliser massivement pour le droit de vote hier. Car derrière les injustices rendues visibles par une bande d'énervées au cours de ce siècle se cache l'autre partie de l'iceberg. Les femmes ne sont pas uniquement dépendantes financièrement des hommes comme on le sait,

elles sont - elles aussi - émotionnellement et intellectuellement imprégnées de la misogynie du système patriarcal. Plutôt que de faire valoir leurs intérêts objectifs propres comme groupe social, la plupart des Suissesses tendent à préférer la sécurité confortable et illusoire du statu quo. De sorte que même si toutes les revendications féministes hautement médiatisées (égalité salariale, crèches, assurance maternité, etc.) venaient un beau jour à être exaucées, on serait encore loin de l'utopie égalitariste.

Il faut certainement continuer à encourager les femmes à s'investir en politique et à soutenir les partis qui défendent leurs intérêts, mais sans trop d'attentes. Mieux vaut ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier et également faire valoir les revendications féministes auprès des organisations indépendantes et démocratiques qui agissent sans but lucratif pour changer concrètement le monde et qui exercent des pressions sur les partis. Pour que le féminisme puisse continuer, malgré les résistances, à mettre en lumière les mécanismes du sexisme et à imposer son bon sens comme il l'a fait ces trente dernières années, à l'intérieur comme à l'extérieur de la politique.

Même si elles ne font pas bloc derrière les militantes, mettons notre main à couper que les femmes ne s'en plaindront pas a posteriori. Rares sont celles qui se mobilisent et endossent l'étiquette «féministe», mais encore plus rares sont celles qui aujourd'hui songeraient à retourner en arrière. ◦